Elections législatives du 21 mars 1993

8° Circonscription

1er tour



25 ans, commerçant



suppléante

Bénédicte

RAGUENÈS

28 ans, conseillère principale d'éducation

ENSEMBLE AUJOURD'HUI CONFIANTS DEMAIN

ÉGALITÉ, AVENIR, ENVIRONNEMENT

ÉGALITÉ DES DROITS ET DES DEVOIRS

Un homme libre est celui qui a des droits (travail, logement, santé). C'est également celui qui respecte les devoirs définis par la loi dans l'intérêt de la communauté nationale.

Il est donc nécessaire de rejeter toute forme d'exclusion — sociale ou raciale — pour permettre à chaque citoyen de s'insérer dans le tissu de notre société.

Une responsabilisation plus importante de tous les citoyens ainsi qu'une participation plus prononcée de ceux-ci à la vie de la cité demeurent essentielles pour l'avenir, d'où l'intérêt évident du vote.

D'autre part, le développement des associations locales est primordial pour la bonne santé de la démocratie. De leur collaboration, naîtra le tissage des liens de solidarité entre les citoyens, mais aussi les projets et les idées de demain.

ÉDUCATION ET FORMATION

La FRANCE compte aujourd'hui près de 6 millions d'analphabètes. Constatation insupportable pour l'ensemble de la société! Si nous voulons construire une société plus forte et plus solidaire, mettons la priorité sur l'éducation et la formation car l'important réside dans l'avenir.

Ce pari nécessite la modernisation de l'enseignement et l'établissement de nouvelles règles pour augmenter son efficacité :

- Cohésion plus importante entre le système scolaire et le monde professionnel.
- Information accrue et meilleure orientation des jeunes entre les différents cycles scolaires ou étapes d'une formation.
- Revalorisation des filières techniques et de l'apprentissage.
- Développement des chaînes de solidarité dans les zones difficiles (les aînés aident les plus jeunes).
- Combler le manque de postes d'enseignants.
- Arrêter la surcharge ou la fermeture de classes au nom d'éventuelles "économies budgétaires".

LOGEMENT ET EMPLOI

Le logement et le travail sont la base de la dignité humaine. Or des milliers de gens sont aujourd'hui sans toit. Des millions de gens sont sans travail. La France qui se prévaut d'être la 4° puissance économique mondiale ne serait pas capable d'assurer à ses enfants ces droits essentiels ? C'est inconcevable !

Des possibilités existent pourtant :

- · Application progressive du partage du travail
- Développement et création d'équipements collectifs et sociaux (crèches, écoles, haltes-garderies, hôpitaux) nécessaires à l'avenir de la France. Aujourd'hui, il manque des infirmières et des professeurs! Le savoir et la santé sont menacés demain.
- Construction de logements sociaux indispensables pour que chacun puisse bénéficier d'un toit et qui permettrait une relance des activités du bâtiment et des travaux publics. L'Etat et les collectivités locales doivent faire un effort particulier en ce sens.
- Création d'emplois peu qualifiés (environnement-entretien) pour résorber le chômage de longue durée.
- Développement des emplois familiaux ou de relations humaines (garde d'enfants, employés de maison, présence auprès d'une personne âgée, assistance aux personnes handicapées...).

 LA FRANCE S'ENRICHIT DEPUIS PRÈS DE VINGT ANS SANS DISCONTINUER ET ON VOUDRAIT NOUS FAIRE CROIRE QU'IL N'EST PAS POSSIBLE DE SUBVENIR AUX BESOINS DES PLUS DÉMUNIS !!

ENVIRONNEMENT ET URBANISME

De nos jours, les préoccupations au sujet de l'environnement sont fondées. La pollution des nappes phréatiques, la destruction progressive de la couche d'ozone sont inquiétantes à juste titre. La disparition d'espèces animales et la progression maladroite du béton sont les risques d'une société de plus en plus industrialisée.

Sans pour autant tomber dans l'irréalisme de certains prônant l'abandon catégorique d'une certaine forme de société, l'aménagement et la protection de la nature restent indispensables pour l'avenir.

Les progrès techniques peuvent et doivent évoluer en harmonie avec la nature et les hommes. Là encore, la responsabilisation de chaque citoyen est vitale (création de comités locaux d'observations et de surveillance de la nature, création d'emplois à temps partiel pour préserver les sites, les rivières, les espaces protégés...).

Des référendums locaux doivent être mis en place sur des sujets tels que la construction de voies de communication (routes, autoroutes, voies ferrées) ou encore une réflexion face à la multiplication des accidents de transports de matières dangereuses (exemple : Chavannay, les Eparres, Annonay) et les moyens à mettre en œuvre pour les éviter.

Une réduction des nuisances diverses (odeurs, bruits, déchets) doit être effectuée par la prévention et l'information mais aussi par chacun, par tous.

En matière d'urbanisme, l'urgence réside dans l'éclatement ou la rénovation des quartiers difficiles, bétonnés, qui se sont développés dans l'indifférence générale et sont devenus des sources de frustration pour les uns, de crispation pour les autres.

Plutôt qu'une politique de la cage d'escalier, mettons en œuvre une politique de rénovation et de construction ambitieuse qui offre à chacun sa propre cage d'escalier.

VOILÀ QUELQUES IDÉES DONT NOUS DÉFENDONS LES RÉALISATIONS. NOUS AVONS BESOIN DE VOUS CAR, CONTRAIREMENT A CERTAINS, NOUS NE PENSONS PAS DÉTENIR LA VÉRITÉ ABSOLUE.

Exprimez-vous et rejoignez-nous pour préparer l'avenir dès le 21 mars 1993.

Fidèlement vôtre

Mustapha YAHIMI

MIJalia

Bénédicte RAGUENÈS